

L'AXE PREVENTION

Par Antonio ALEXANDRE, Directeur National Prévention

L'axe prévention et ses conventionnements :

Les conventionnements sont réalisés dans le cadre strict des politiques de santé définies par le plan national de lutte contre le VIH/Sida et les IST (2010/2014).

En 2010, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont remplacé les services déconcentrés du ministère chargé de la Santé que sont les Directions Régionales des Affaires Sanitaires et Sociales (DRASS) et les Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS).

Les ARS assurent le pilotage de la santé publique en région dans trois champs d'intervention :

- la veille et la sécurité sanitaires ;
- la définition, le financement et l'évaluation des actions de prévention et de promotion de la santé ;
- l'anticipation, la préparation et la gestion des crises sanitaires.

Le rôle des ARS est également de réguler l'offre de santé pour mieux répondre aux besoins de la population et garantir l'efficacité du système de santé.

En 2010, plusieurs conventions étaient en cours :

- Avec le Ministère de la Santé – Direction Générale de la Santé - convention structurelle pluriannuelle d'objectifs de quatre années courant de 2007 à 2010
- Avec l'ARS de l'Ile-de-France - convention annuelle
- Avec l'Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé (INPES), convention annuelle correspondant à l'appel à projets
- Avec les ARS pour les régions PACA et Rhône-Alpes, conventions annuelles correspondant aux appels à projets
- Avec, la Direction Générale de la Santé et des consommateurs (DG SANCO – financement Union Européenne), le projet « Everywhere » coordonné par le département en recherche de promotion de la santé de l'Université de Brighton (Angleterre)

Fort de ses 13 salariés l'axe prévention de notre structure poursuit sa professionnalisation, et le développement de son pôle prévention. D'ailleurs aujourd'hui, au regard des actions réalisées, ce pôle pourrait changer d'appellation pour devenir un pôle « Santé et Prévention ». En effet, avec l'équipe nous avons

élargi notre concept de prévention à un concept plus global de santé LGBT (anciennement « santé gay ») et de santé sexuelle, voire d'interventions auprès des hétérosexuels multipartenaires, valorisant ainsi notre expérience et notre savoir-faire dans l'accompagnement de la santé des personnes fréquentant des lieux de rencontres sexuelles

L'approche de santé globale et les recherches actions que nous menons régulièrement auprès de nos publics constituent le socle d'une dynamique dans laquelle s'inscrit notre équipe de prévention afin de nourrir ses réflexions pour définir ses stratégies et ses actions sur le terrain.

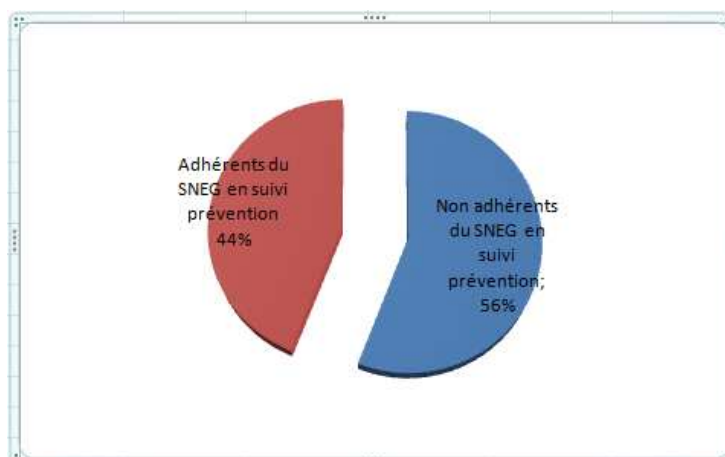
- Une approche de santé sexuelle centrée sur les HSH/Gays
- Une prévention positive qui concerne tous les gays quelque soit leur statut (sortir de la cible trop restreinte des séropositifs et de leurs proches) et qui consiste à accompagner et mieux informer les séropositifs qui s'ignorent et les séronégatifs afin de maintenir le principe de coresponsabilité et lutter contre la discrimination et travailler à un mieux vivre ensemble en abordant sans tabou la sérodifférence dans le respect de chaque statut.
- Une ouverture vers les autres sexualités notamment la sexualité des populations échangistes en lien avec notre savoir-faire en matière de lieux commerciaux de consommation sexuelle

Par ailleurs, il convient de rappeler que la totalité des actions de prévention profitent à l'ensemble des établissements, adhérents ou non de la branche syndicat de notre association.

1. ETATS DES LIEUX : LES ETABLISSEMENTS ET LA PREVENTION

Durant l'année 2010, l'équipe a réalisé globalement plus de 5400 visites auprès de 657 établissements suivis en prévention, adhérents ou non de l'axe syndical.

« Le graphique ci-dessous illustre la répartition en pourcentage des établissements adhérents ou non du SNEG Syndicat, mais suivis au titre de la prévention au 31/12/2010 »



Pour mémoire, en 2009, 41% des établissements suivis en prévention étaient adhérents

Il faut noter toutefois au 31 décembre que le nombre d'établissements en activité n'était plus que de 592. 12,30 % sont à Paris et 87,70 % en régions. Cette année encore, nous observons une perte de plus d'une soixantaine de lieux commerciaux suivis en prévention. Pour moitié ces établissements ont fermé, pour l'autre, ils ont changé de propriétaires et de clientèle. Globalement en région, cette année, une fermeture est compensée par une ouverture.

1.1 Les établissements gays et gays-friendly sans backroom

Les établissements festifs « sans backroom » sont au nombre de 294 (vs 310 en 2009) soit 50,3 % de l'ensemble des 592 établissements en activité au 31/12/2009.

Cette catégorie se compose de 139 bars (vs 156 en 2009), 36 discothèques (vs 37 en 2009), 25 restaurants (vs 24 en 2009), 12 sex-shops (vs 11 en 2009), 16 associations (vs 20 en 2009) et de 70 boutiques (vs 63 en 2009) ayant diverses activités.

L'équipe prévention rencontre une certaine difficulté à mettre en place la prévention dans les établissements sans «backroom». Ces lieux festifs étaient auparavant plus engagés car majoritairement fréquentés par une clientèle gay. Or, aujourd'hui, ces lieux se sont ouverts à une plus grande mixité de la clientèle qui les fréquente, d'où une difficulté à mettre en place des outils spécifiques à une seule population. L'aspect positif de cette diversification de clientèle est que nous pouvons informer une plus large population sur le VIH et les autres IST. Il nous semble donc important de poursuivre la mobilisation de ce type de lieux festifs.

De plus, selon les régions, nombreux sont les établissements qui refusent l'étiquette gay, accompagnant ainsi l'émancipation d'une clientèle qui ne revendique plus sa visibilité aux terrasses des commerces. Difficile alors de mobiliser, de collaborer avec ces lieux dont une partie de la clientèle est pourtant homosexuelle.

De manière globale, notre équipe prévention souhaite poursuivre l'accompagnement dans ces établissements qui s'affichent moins identitaires. L'ouverture à la mixité de ces lieux favorise les liens sociaux et peut aider également à l'acceptation et à la non stigmatisation de la population LGBT.

Ces observations permettent d'ouvrir en interne une réflexion globale sur :
« comment imaginer de nouvelles interventions ? »

1.2 Les établissements gays avec backroom

Les établissements disposant de backroom sont au nombre de 294 (dont 27 échangeistes/libertin) soit 49,7% des 592 établissements en activité au 31/12/2009.

Cette catégorie se compose de 37 bars (vs 40 en 2009), 30 discothèques (vs 28 en 2009), 162 saunas (vs 157 en 2009), 21 sex-clubs (vs 18 en 2009), 34 sex-shops (vs

31 en 2009), 10 associations organisatrices de soirées thématiques dédiées aux rencontres sexuelles (vs 8 en 2009).

La prévention dans ces lieux avec backroom est une de nos principales missions. Le dispositif mis en place suit les préconisations inscrites dans la Charte de Responsabilité. Ainsi, tous les établissements avec backroom sans exception font l'objet d'un suivi dans le cadre d'un partenariat rigoureux entre le délégué et l'exploitant.

Certains de ces établissements avec backroom en régions tendent aussi à s'ouvrir à la mixité. Par exemple, en 2010 parmi les 162 saunas que nous suivons en prévention, 17 % des saunas gays organisent de manière assez régulière des soirées échangistes et 11 % des saunas hétérosexuels échangistes organisent également des soirées gays. Enfin, 15 % des saunas s'adressent spécifiquement à une clientèle hétérosexuelle.

Autres indicateurs : 76% des sex-shops sont « gay friendly » et 34% des discothèques qui disposent d'une « backroom » sont ouvertes à tous les publics.

En fonction de la demande des exploitants, nos actions permettent de sensibiliser l'ensemble des publics qui composent la clientèle. Ces actions spécifiques que nous développons sont également encouragés par France Lert (INSERM) et le professeur Gilles Pialoux (Hôpital Tenon), dans leur rapport de préconisations remis à la Direction Générale de la Santé, visant à renforcer l'efficacité de la prévention de l'infection par le VIH/Sida et des IST vis-à-vis des personnes à haut risque d'acquisition ou de transmission du virus.

Il est y notamment recommandé que le dispositif de prévention mis en place par notre structure depuis maintenant 20 ans, doit-être consolidé, soutenu dans son évaluation pour mieux le faire vivre et l'étendre au secteur de l'Internet ainsi qu'à la population échangiste.

Ces recommandations, non suivies d'effets puisque nous devons faire face à une coupe budgétaires de 14 %, nous conforte malgré tout dans les choix stratégiques que nous avons effectués depuis plus de deux ans, en lançant en lien avec la Direction Générale de la Santé (DGS) un état des lieux des établissements échangistes/libertins au niveau national, puis parisien, pour aboutir à une offre de service prévention en 2010 avec des actions ciblées dans un premier temps à Paris¹ auprès de 9 saunas et 23 clubs.

Nous avons recruté un nouveau délégué prévention, afin d'investir à Paris les lieux commerciaux libertins hétérosexuels avec des outils adaptés en partenariat avec l'INPES. Il s'agit de maintenir une vigilance dans les lieux commerciaux de sexe

¹ Nous remercions le groupe Connection dans le cadre de dotations gratuites de préservatifs. Ce partenariat permet de soutenir notre action en milieu échangistes /libertins.

hétérosexuels à l'image de ce que nous réalisons dans les lieux gays, autour de la prévention du VIH et des autres IST et des hépatites mais aussi de la santé de manière plus globale.

Dans le cadre d'un projet européen que nous évoquerons plus loin, nous avons participé à l'élaboration de protocoles de prévention spécifiques visant les secteurs commerciaux dans leur ensemble au travers de notre engagement dans le projet européen « Everywhere ». Il s'agissait de concevoir et de développer un modèle de prévention du VIH basé sur la responsabilité sociale des entreprises gays visant ainsi à établir un label commun dans 8 pays européens dans un premier temps. Nous avons co-élaboré une suite à ce projet en lien avec le coordinateur du projet Everywhere, l'université de Brighton en lien avec le THT britannique. Ce projet consistait en une consolidation opérationnelle des protocoles sur le terrain, l'élaboration d'un processus d'évaluation et l'extension à d'autres pays européens. Malheureusement, la Commission Européenne n'a pas souhaité soutenir financièrement ce projet, ce qui met en stand by toutes les avancées que nous avons réussi à gagner dans chaque pays partenaire selon un modèle très proche du dispositif SNEG.

Enfin, nous restons pour autant vigilants par rapport à la dérive éventuelle de vouloir s'investir dans une offre que les exploitants gays, gays-friendly ou libertins ne souhaiteraient pas, le partenariat de prévention doit faire l'objet d'une convention volontaire comme nous l'avons toujours fait afin de pérenniser dans la durée les dispositifs.

2. LES ACTIONS DANS LE CADRE DE L'APPEL A PROJETS INPES 2010

Les projets de notre pôle prévention se décomposent en 4 actions dans le cadre de son appel à projets auprès de l'Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé (INPES).

- ✓ Campagnes de prévention à destination de la clientèle des établissements commerciaux gays et/ou gay friendly, des lieux de sexe et des sites Internet de rencontre
- ✓ Dispositif d'accompagnement de la Charte de Responsabilité et communication identitaire spécifique dans les établissements de sexe et les sites Internet de rencontre
- ✓ Matériels, outils de prévention et de formation à destination des établissements commerciaux gays et/ou gay friendly et notamment des lieux de sexe
- ✓ « Lieux libertins - Outils et Campagnes de prévention spécifiques » à destination de la clientèle hétérosexuelle multipartenaire

2010 : quelques indicateurs

Documents et matériels

4,5 millions de préservatifs et 3 millions de dosettes de gel pris en charge financièrement par les exploitants, soit + 3 % par rapport à 2009 (vs 9% en 2008, ce qui témoigne d'un engagement toujours actif et de la consolidation du dispositif. A ces chiffres, viennent s'ajouter les dotations de préservatifs et gels. Elles sont le fruit d'un partenariat constant avec l'ARS de Paca et Rhône-Alpes.

Plus de 660 000 documents de prévention (47 % des campagnes sont issues de notre appel à projets INPES, 29 % sont produites par l'INPES)

Une nouvelle saison des vidéos de prévention « Boris et Nadir » est en cours de préparation avec citébeur ²:

296 pipe-lifes³, renouvelés

1 379 pipe-lifes en service (+ 9% vs 2009)

72 nouveaux présentoirs, Info Santé Prévention installés

99 % des lieux disposent d'un point info. Santé Prévention

12000 bracelets porte-préservatifs⁴

3. CHARTE DE RESPONSABILITE AU 31/12/2010

Sur les 267 lieux de sexe gay 84 % sont signataires ou à niveau, 16% nous posent un problème d'engagement autour de la mise à disposition des outils de prévention soit :

- 162 établissements de sexe sont signataires de la Charte soit + 9 % par rapport à 2009
- 62 établissements de sexe sont non signataires mais à niveau des préconisations en matière de prévention
- 43 établissements de sexe restent problématiques dans le cadre de nos évaluations : ces établissements ne refusent pas la mise en place des outils

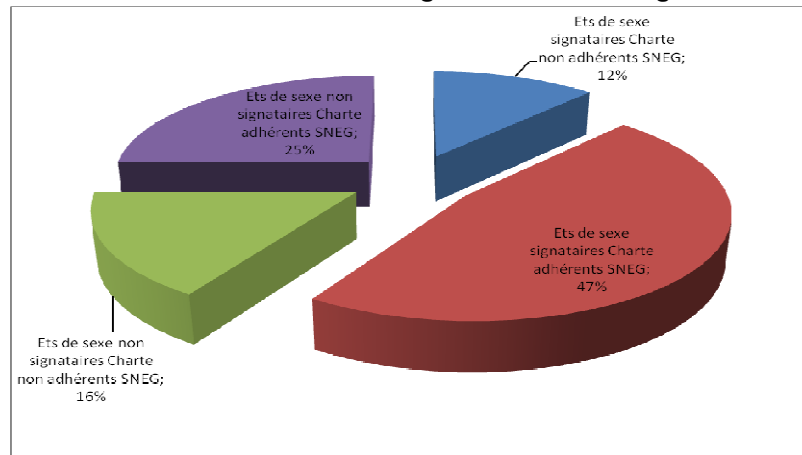
² www.sneg.org, www.nadiretboris.com

³ Pipe-lifes : Les pipe-lifes sont des distributeurs de préservatifs et de gels qui ont été créés en 2001 par le SNEG. Ils doivent faciliter l'accès aux préservatifs et gels dans les parcours sexuels. Ils peuvent être utilisés par tous les établissements.

⁴ Ces bracelets porte-préservatifs et gels sont utilisés par la majorité des saunas, et même parfois par des bars avec « backroom » ou sex-clubs dans le cadre des soirées naturistes.

de prévention, mais ils la mettent en place à minima. Ils restent réfractaires à toutes formes d'inquisition ou d'ingérence dans leur établissement.

« Répartition des établissements de sexe signataires et non signataires de la Charte »



4. Formations aux établissements : plus de 700 heures dans l'année

En 2010, l'équipe a dispensé lors de ces tournées 501 entretiens / formation autour des problématiques du VIH et des autres IST, des drogues et de l'hygiène.

Au total, cela représente 273 établissements dont :

- 35 % d'établissements sans backroom
- 41 % d'établissements avec backroom – signataires de la Charte
- 24% d'établissements avec backroom - non signataires de la Charte

Et 758 salariés et exploitants dont :

- 29 % ont suivi la formation initiale. Elles ont été consacrées à une mise à jour des connaissances, tour d'horizon complet du VIH et des autres IST.
- 71 % ont suivi les formations modulaires⁵ qui se répartissent ainsi pour les principaux thèmes :
 - 22 % IST et les hépatites et notamment l'hépatite C
 - 25 % discussions autour de la prévention, modes de transmissions, TPE, dépistage
 - 37 % VIH/Sida – actualités épidémiologiques

⁵ Les formations modulaires : thématiques abordées à la demande des participants, elles sont très souvent issues des campagnes mises en place ou de l'actualité gay circulant sur le net.

5. RENCONTRES INTER-ASSOCIATIVES : PLUS DE 1100 HEURES DANS L'ANNEE

- 130 rencontres inter-associatives dans le cadre de l'évaluation de la Charte (Aides, Act Up Paris, Sida Info Service)
- 246 rencontres régionales (ARS/COREVIH et/ou associations) pour la mise en place d'actions communes de prévention

6. LA CONSULTATION COMMUNAUTAIRE PREP BAPTISE OFFICIELLEMENT IPERGAY (*Intervention Préventive de l'Exposition aux Risques avec et pour les Gays*)

Projet d'essai de traitement antirétroviral en prophylaxie pré-exposition « à la demande » chez des homosexuels masculins.

Le groupe inter associatif TRT5 et son groupe AD HOC :

Le groupe interassociatif TRT-5 rassemble dix associations de lutte contre le sida impliquées sur les questions thérapeutiques et de recherche (Actif Santé, Actions Traitements, Act Up-Paris, Act Up-Sud Ouest, AIDES, ARCAT, Dessine-moi un mouton, Nova Dona, Sida Info Service et Solensi).

Créé en 1992, le TRT-5 poursuit principalement deux objectifs: faire valoir les besoins des personnes vivant avec le VIH auprès des acteurs du système de recherche et de prise en charge médicale (pouvoirs publics, ANRS, Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé – AFSSaPS, laboratoires pharmaceutiques, etc.), et s'assurer de la diffusion d'informations actualisées sur ces questions.

Le groupe AD HOC : il rassemble des associations de lutte contre le sida impliquées dans la prévention, au-delà des associations membres du TRT-5 (Action Santé Alternative, Coalition Plus, Keep Smiling, Sidaction, SNEG).

Afin de mener à bien son travail sur ce projet d'essai de prévention, le TRT-5 a souhaité enrichir son expertise et a mis en place un groupe ad hoc « Projet d'essai PrEP ». Ce groupe ad hoc s'est mis en place en juillet 2009 dans le but de poursuivre deux objectifs :

- faire valoir les intérêts et les besoins et défendre les droits des personnes concernées par ce projet d'essai auprès des chercheurs ;
- organiser une consultation de la communauté gay sur le projet, sans a priori sur la pertinence de celui-ci.

« Prophylaxie pré-exposition » (PrEP) : de quoi parle-t-on ?

Il s'agit de prendre un médicament avant une exposition à un agent infectieux pour s'en protéger. Cette méthode de traitement n'est pas une nouveauté. L'idée est que

le principe actif du médicament soit déjà en circulation dans l'organisme si l'on y est exposé. Les traitements contre le paludisme (antipaludéens), par exemple, relèvent de cette logique d'action.

Les antirétroviraux⁶ sont efficacement utilisés dans la réduction de la transmission du VIH de la mère à l'enfant depuis 1994. Ils permettent également de réduire le risque de contamination par le VIH chez des personnes qui ont été accidentellement exposées au virus, sous la forme d'une prophylaxie orale « post-exposition », également appelée Traitement Post-Exposition, TPE ou « traitement d'urgence ». Plus récemment, l'analyse d'un nombre important de données scientifiques portant sur le rôle du traitement des personnes séropositives en matière de réduction des risques de transmission du VIH a fait émerger la notion de « treatment as prevention », et l'intégration du traitement antirétroviral dans la gamme des moyens de prévention qu'il est envisagé de « combiner » pour agir sur la dynamique de l'épidémie

Il reste à démontrer que donner des antirétroviraux à des séronégatifs avant un risque d'exposition au VIH puisse permettre de réduire le risque de contamination. C'est le concept de prophylaxie pré-exposition. Cette expérience a déjà été menée avec succès chez des macaques. L'efficacité de cette stratégie reste à démontrer chez l'homme⁷.

Déroulement des consultations :

Les rencontres locales ont eu lieu dans les villes de Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg et Toulouse.

18 espaces de consultation communautaire ont été mis en place.

Du 24 avril 2010 au 20 juillet 2010, 12 consultations communautaires décentralisées se sont déroulées dans ces villes. Lors de chacune d'entre elles, 1 à 3 membres du groupe ad hoc PrEP étaient présents pour diffuser de l'information sur la recherche menée sur la PrEP et le projet d'essai et participer à l'animation des échanges.

Le public présent lors des rencontres de consultation (410 participants) est composé pour moitié de personnes directement impliquées dans la lutte contre le VIH/sida (associations, institutionnels, soignants et journalistes) et pour moitié de personnes plutôt issues des communautés LGBT (associations identitaires gays/LGBT, personnes se définissant comme gays et journalistes).

⁶ Médicaments utilisés pour traiter l'infection à VIH. Le terme est abrégé en « ARV ».

⁷ Depuis la tenue de la consultation communautaire, les résultats d'essais menés sur des ARV en PrEP ont été publiés, qui montrent que cet outil, utilisé localement ou par voie orale, peut être efficace.

La position du SNEG sur cet essai en prévention:

Si la mission de toute association de lutte contre le sida est de casser ou de freiner la dynamique de l'épidémie, le SNEG se devait de porter à la connaissance de la « communauté » cette voie de recherche qu'est la PrEP car les nouveaux cas de contamination sont encore trop importants parmi les gays.

Le SNEG a donc participé à la consultation communautaire sur l'essai ANRS PrEP /Ipergay de façon à recueillir de manière la plus large possible le sentiment des gays vis-à-vis de cette recherche.

A l'issue de cette consultation, malgré une mobilisation associative du groupe ad hoc animé par le TRT-5, il s'avère que nous n'avons pas atteint notre cible initial de consultation que sont les gays séronégatifs tout venant.

Par ailleurs, le SNEG a adopté depuis plus de 10 ans une approche de prévention basée sur la recherche en sciences sociales et sur l'intervention comportementale dont de nombreuses études ont montré l'efficacité et qui malheureusement n'ont pas été assez investies par les acteurs de prévention en France comme dans d'autres pays.

Le SNEG est donc ouvert à une approche de la réduction des risques mais dans une dimension individuelle et pense qu'une communication collective sur la réduction des risques contribuerait à banaliser ces pratiques alors que 7 gays sur 10 déclarent se protéger encore.

La priorité du SNEG va donc vers cette partie de la communauté afin de l'aider à conserver des comportements de prévention autour du préservatif, outil le plus efficace à ce jour pour lutter contre la transmission du VIH.

Nous avons bien entendu que la recherche PrEP se présenterait de façon prudente comme un essai de prévention, mais déjà nous tombons dans une dimension de communication collective qui contribue à un bruit de fond contradictoire qui permet à chacun de se forger ses propres croyances sur la base de « la capote, oui mais c'est possible aussi sans ».

Sur fond de banalisation de discours, de généralisation d'un discours sur la charge virale indétectable positionnée à l'origine dans un cadre de couple hétérosexuel fidèle pour être élargi aux gays et détourné dans un discours adapté à une sexualité entre multipartenaires, l'équipe prévention, le CA du SNEG, représentant les exploitants adhérents qui ont érigé la responsabilité sociale en matière de prévention comme un engagement volontaire et communautaire depuis plus de 15 ans, ne pouvait pas prendre le risque politique et social de contribuer davantage à cette banalisation alors que les établissements accueillent tous les ans de nouveaux gays

qu'il s'agit de former et d'informer sur le B.A.BA de la transmission du VIH. Cette information-formation à transmettre aux clients de nos établissements est une tâche quotidienne et complexe, cette mission incombe à une équipe de terrain qui s'est trouvée mal à l'aise pour soutenir cet essai.

Notre structure ne participera pas ni à la mise en place de l'information, ni aux recrutements de volontaires pour cette essai.

7. LES ACTIONS SUR LES SITES DE RENCONTRE

Une politique d'intervention sur Internet a été mise en place. Une permanence est assurée par le délégué de la région Languedoc Roussillon, Jérôme Derrien, sur les sites Internet, afin de répondre aux internautes sur les questions de santé, soit en direct sur les chats, soit en différé par email dans un délai maximum de 48h. Les sites investis sont **Beuronline, Gayrrier, Bearswww, meninfrance, lerefuge.org** mais aussi sur **Facebook** en complément de nos propres site (**dépistage nord, histoires de mecs, réseau positif, prévagay, getting to excited**) dédiés à la recherche).

L'ensemble de ces actions en 2010 a généré 1463 dialogues avec les internautes.

7. LES ACTIONS COMPLEMENTAIRES EN REGION

✓ **Paris : La Charte « FETEZ CLAIRS »**

Elle a pour but de prévenir la consommation des drogues dans les espaces festifs et réduire les risques qui y sont associés. Les partenaires du projet « Fêtez Clairs », sous l'égide de la Ville et de la Préfecture de Paris, se sont donnés pour objectif d'intégrer la promotion de la santé et la gestion des conduites à risques dans les pratiques festives à Paris.

La charte « Fêtez Clairs » permet d'associer, sur la base du volontariat, les chefs d'établissements et organisateurs de soirées au processus engagé par les partenaires du projet. Cette charte est complémentaire de la "charte des lieux musicaux de proximité" de la Ville de Paris, de la Charte de Responsabilité du SNEG et de la charte Clubbing Qualité de Radio FG.

<http://www.fetez-clairs.org>

✓ **Paris et Vannes : Permanence de professionnels de santé dans les établissements accueillant un public gay ou gay-friendly**

Une action pour plus de bien-être sur fond de solidarité....

Depuis février 2010, le 3^{ème} lundi de chaque mois de 20h30 à 22h30, il est proposé aux clients du bar le Bear's Den à Paris, une permanence d'accueil psychologique qui est assurée par les membres de l'association Psy Gay au sous-sol de l'établissement dans un cadre confidentiel. Cette intervention est réalisée par le délégué parisien Roberto Labuthie.

Cette expérience pilote est née de la volonté conjointe :

- du propriétaire de l'établissement qui avait constaté que ses clients avaient apprécié d'avoir un espace d'échange autour de leur santé lors de l'intervention SNEG pour la recherche Prévagay (2009)
- du SNEG Prévention qui souhaite proposer aux établissements de nouveaux modes d'actions autour de la santé communautaire,
- de l'association Psy Gay qui voulait offrir un espace de parole et aller au devant des membres de la communauté.

Fin 2010, le bilan semble plutôt positif, une trentaine d'entretiens a pu être menée au cours de 8 permanences assurées par les membres de Psy Gay, certains clients sont même revenus pour échanger à plusieurs reprises. Force est de constater que cette offre de service s'est inscrite dans le paysage de ce bar, fournissant aux clients et indirectement au responsable de cet établissement un service supplémentaire qui institutionnalise un moment pour penser à soi et prendre soin de soi d'une autre façon. Suite ces entretiens, deux personnes ont contacté l'association pour un travail sur elle plus approfondi. En 2011, les permanences s'étendront en plus du Bear's Den à d'autres établissements : le 3Wkfé, le Café Moustache, le FreeDJ.

Objectifs :

- réintroduire les actions de proximité dans les lieux commerciaux
- relais du système de santé pour se rapprocher au plus près de ses usagers
- constituer une passerelle avec le système de santé et offrir la possibilité d'une prise en charge à terme. L'enjeu ici est d'offrir d'autres choix possibles aux clients

Par ailleurs, trois soirées d'entretiens de sexologie ont été menés en juin, septembre et novembre dans le bar « Un Autre Monde » à Vannes, en partenariat avec le CDAG de Lorient et de Vannes. Cette action est organisée par notre délégué du grand Ouest, Eric Maniscalco et le Dr Marie-Claire Le Martelot, médecin-sexologue.

8. NOS STRATEGIES ET NOS ACTIONS SPECIFIQUES

Interventions communautaires créées par l'équipe pour les établissements :

Après un premier test de l'action « Viens te faire tirer... le portrait », au Bataclan à Paris lors de l'anniversaire du SNEG en novembre (action visible sur le compte facebook du SNEG Prévention), nous souhaitons dans la mesure de nos moyens humains poursuivre nos interventions en direction des clientèles.

Le premier but poursuivi est d'associer de manière ludique les clients à la prévention et aux messages que nous souhaitons faire passer, d'en faire des acteurs de la prévention afin de susciter chez eux, outre une sensibilisation, un sentiment de porter et relayer par eux-mêmes les valeurs de la prévention.

Pour les intervenants du SNEG, ces actions sont un moment privilégié pour, dans un échange relativement court mais orienté par le choix du public, obtenir son ressenti sur les messages de la prévention et l'importance qu'il lui accorde ou pas ; comprendre la valeur qu'il accorde aux fondamentaux de la prévention. En outre cela sera aussi l'occasion de rappeler ces fondamentaux, de faire un état des lieux sur la connaissance du public par rapport à ceux-ci.

Au niveau des établissements, ces actions auront aussi un impact positif par l'animation festive qu'elles créent. A savoir que les établissements seront ainsi associés à une action de prévention et deviendront donc eux-mêmes acteurs de cette prévention. Cela remet donc les établissements en position de relais de la prévention et renforce ainsi le soin qu'ils peuvent prendre de la santé de leur clientèle.

La formation de l'équipe : En 2010, le SNEG Prévention a consacré plus de 1200 heures à la formation de l'équipe.

Une dynamique particulière de formation a été initiée afin de permettre au groupe d'échanger en interne comme en externe. Par ailleurs, chaque délégué a la possibilité de se rendre dans une autre région afin d'échanger sur le terrain avec ses collègues. Ces binômes éphémères ainsi constitués permettent des échanges « expérientiels » car chaque région à ses spécificités.

Il existe depuis la création de l'équipe prévention des enjeux relationnels forts et spécifiques dans cette activité si particulière. Il est important pour faire évoluer notre façon d'intervenir, de dégager lors de l'ensemble de ces échanges, soit lors de nos rencontres collectives à Paris, soit sur le terrain, des constantes, des leviers afin d'identifier les stratégies futures et de mieux définir nos métiers de demain autour de la santé. Par exemple, avec d'une part, mise en place d'une formation méthodologique et création d'actions en direction de la clientèle pour une plus value aux exploitants et d'autre part, de la formation à l'entretien motivationnelle.

✓ Recherche Action

Le SNEG Prévention (hors la Direction Générale de la Santé et les Groupements Régionaux Santé Public), s'appuie sur deux partenaires institutionnels, l'Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé (INPES) et l'Institut National de Veille Sanitaire (INVS), ainsi que des partenaires privés comme l'Institute for Prevention and Social Research (I-PSR).

Par ailleurs, nous avons des conventions particulières avec certains experts individuels dans le cadre d'accompagnements spécifiques (en matière psychologique ou de communication sur la prévention du VIH et des IST), comme David Friboulet (psychanalyste, expert VIH/IST et méthodologie), Jean Derouineau (médecin à l'institut Alfred Fournier), Dominique Rolland (PsyForm) ou Hubert Lisandre (psychanalyste).

Ces partenariats avec différents experts alimentent nos réflexions mais aussi la réalisation de nos campagnes de prévention qui se basent notamment sur le principe de recherche action dont la première a été initiée dès 1999.

De la collaboration avec Philippe Adam (I-PSR) sont nées plusieurs enquêtes, la dernière en date a été :

« Getting2excited » 2008/2010

Ses objectifs

- Comprendre et réduire les prises de risques associées aux rencontres via Internet parmi les gays
- Une intervention expérimentale conçue pour réduire les prises de risques liées aux rencontres sur Internet
- Usages de vidéos pornographiques et l'influence qu'elles exercent sur la sexualité des homos- et bisexuels masculins et leur rapport à la prévention du VIH et des IST.

Le projet européen « Everywhere »

Pour mémoire, nous avons depuis le mois d'avril 2008, enclenché un certain nombre de partenariats européens avec notamment les associations : allemande Deutsche AIDS-Hilfe (Berlin), belge Sensoa (Anvers), le ministère de la Santé suisse à Zurich Aids-Hilfe Schweiz, puis en juin 2008, le projet « Everywhere ».

Ce projet initié par le ministère de la Santé espagnol à Madrid, regroupe 11 associations représentant 8 pays (Pologne, Angleterre, Hongrie, Italie, Chypre,

Slovénie, Espagne et France). Le chef de file de ce projet, pour des raisons logistiques a été transféré à l'Université de Brighton (Angleterre).

Il s'agissait de concevoir et de développer un modèle de prévention du VIH basé sur la responsabilité sociale des entreprises gays, adaptable aux différents environnements économiques, sociaux et culturels des pays européens partenaires.

La première phase du projet s'est achevée fin octobre 2010. Un nouveau projet a été déposé auprès du Ministère Européen de la Santé. Malheureusement faute de financement de la deuxième phase du projet, l'ensemble des associations issues des 8 pays mettent un terme ou en tout cas un coup d'arrêt provisoire au développement de ce label.

Nous regrettons profondément ce refus de financement. En effet, mobiliser toutes les entreprises gays en Europe autour de la prévention, comme nous le réalisons en France grâce à nos délégués est un vieux rêve pour notre structure. Espérons que cela n'est que partie remise et qu'une solution de financement pourra être trouvée afin d'aboutir à la création de ce label européen inter-établissements de responsabilité sociale.

En 2010, 20 ans d'actions

Cette année encore, nous avons rempli l'ensemble des indicateurs fixés chaque année par nos bailleurs institutionnels. Cette année encore, nous avons mené de front de nombreuses actions partout en régions. Cette année encore, nous avons été encore plus loin dans la formation de l'équipe afin de les préparer aux interventions communautaires.

Nombreux sont les rapports d'experts mandatés d'ailleurs par nos propres bailleurs institutionnels qui encouragent le développement de nos actions de prévention :

- **2003/2004, Evaluation des actions de prévention et de lutte contre le VIH et les IST dans les lieux de rencontres sexuelles pour les hommes ayant des rapports avec les hommes (HsH).** Rapport d'évaluation réalisé par GRES MEDIATION SANTE. Dans ce premier rapport remis au ministère en 2006, il y est clairement mentionné entre autre :
« ... afin de ne pas fragiliser les associations et favoriser une approche globale et pérenne des actions de lutte contre le VIH/Sida, le financement doit se poursuivre sur une logique « par mission ».
Le SNEG doit pouvoir s'appuyer sur un binôme, la mobilisation d'un seul délégué régional étant insuffisante au regard du territoire à couvrir. Aussi l'augmentation des budgets de fonctionnement lui permettrait de renforcer leur capacité humaine et développer ou diversifier ainsi leurs interventions ».

- **Janvier 2007, audit financier et évaluation des politiques par le cabinet Mazars à la demande du Ministère de la Santé :**

« L'association SNEG présente une comptabilité très bien tenue. Le suivi de l'utilisation des subventions est très précis. La comptabilité analytique retrace de façon claire les opérations sur : l'activité Syndicat, l'activité Prévention. La subvention versée par la Direction Générale de la Santé a bien été utilisée conformément aux termes de la convention. Les objectifs clairement définis dans la convention sont bien assimilés par l'association. Elle a mis en place un outil de suivi (informatisé et en réseau) permettant de mesurer de façon très précise l'activité des délégués régionaux. A partir de cet outil sont établis des rapports d'activités très complets. »

- **Janvier 2011, Nouvel audit financier et évaluation des politiques par le cabinet Mazars à la demande du Ministère de la Santé :**

« L'examen financier réalisé a mis en évidence une gestion rigoureuse des fonds de l'association, que ce soit en termes de maîtrise des dépenses ou de leur contrôle ».

« Sur l'aspect plus qualitatif, les objectifs fixés par la convention liant la DGS et le SNEG semblent être bien remplis par l'association. Les indicateurs chiffrés sont, pour la plupart, atteints et nous estimons que qualitativement le SNEG remplit ses missions et demeure un acteur dynamique et reconnu sur le terrain de la prévention contre le sida en milieu homosexuel.

Sa structure spécifique en fait un réseau unique en son genre et un point d'accès privilégié aux exploitants d'établissements homosexuels en termes de prévention. Par ailleurs, l'association dispose d'un outil de pilotage de son action permettant un suivi efficace au niveau du siège.

L'outil est satisfaisant et montre l'intérêt de l'association pour les démarches de pilotage. Il semble que les moyens humains de l'association sont limités, d'où une véritable crainte de la part de l'association sur deux thématiques :

- Le souhait de continuer à bénéficier de subventions pérennes de fonctionnement (sur le modèle DGS), afin de garantir la réalisation des missions, et non uniquement sur le mode d'appels à projets.

- La crainte d'une diminution des subventions et donc l'impossibilité de poursuivre les formations des salariés du SNEG et les échanges inter-régions, qui garantissent l'efficacité de son action malgré un nombre d'acteurs très limité. Il nous semble important de bien assurer la pérennité des actions et la transmission des savoirs entre les délégués. Nos interlocuteurs ont affiché le souhait de continuer pour la convention à venir dans la lignée de la convention précédente, à savoir poursuivre le haut niveau de prévention et l'accessibilité aux outils de prévention dans les lieux de sexe, et remobiliser les lieux sans

parcours sexuel. L'association souhaiterait également étendre son action de prévention aux lieux libertins ».

Avec de telles évaluations, c'est vrai que nous pensions êtres un peu à l'abri des coupes budgétaires. Cependant au moment où nous réalisons ce rapport, le SNEG vient d'apprendre par la Direction Générale de la Santé que le montant de la subvention destinée à financer le fonctionnement de son pôle Prévention est amputé de 14 % pour cette année 2011 (ce qui représente 90 000 euros sur un budget global de 640 000 euros) et une nouvelle réduction semble être envisagée en 2012.

Cette nouvelle est bien évidemment reçue avec consternation et ne sera pas sans conséquence sur le fonctionnement de nos actions de prévention et de santé communautaire.

En effet, conventionné depuis 20 ans par le ministère de la Santé, le socle de fonctionnement du pôle Prévention du SNEG est financé par la Direction Générale de la Santé (DGS). C'est cette subvention qui permet de développer dans 650 établissements gays et lesbiens de France le dispositif national de prévention animé par son équipe de 13 salariés : mise à disposition gratuite de matériels, campagnes et outils de prévention, formation des personnels, information de la clientèle mais aussi des internautes sur les sites de rencontres...

Nous apprenons cette réduction budgétaire alors que l'année 2011 est déjà plus qu'entamée. Qui plus est, les appels d'offres des Agences Régionales de Santé sont désormais bouclés. Par conséquent, cette diminution du financement de la DGS ne pourra pas être compensée, même partiellement, par des subventions régionales, ce qui fatalement, entraîne un coup d'arrêt de certaines de nos actions de prévention.

Le SNEG ne comprend pas cette coupe budgétaire qui le met en danger, alors que le rapport d'audit 2010 du cabinet Mazars, mandaté par la DGS elle-même, a mis en évidence une gestion rigoureuse des fonds publics. Par ailleurs, le rapport Lert Pialoux 2009 sur la réduction des risques sexuels demande de s'appuyer sur le SNEG pour développer le dispositif de prévention tant en direction des gays que des échangistes.

Cette annonce nous oblige d'ores et déjà à supprimer un poste et demi de salarié dès cette année 2011 et probablement à un autre réajustement au sein de l'équipe en 2012. Cette réduction d'effectifs va entraîner une absence de couverture géographique des établissements gays et gays friendly pour les régions suivantes : le Centre, la Bourgogne, la Champagne-Ardenne, la Picardie, le Nord Pas-de-Calais, la Haute-Normandie et la Basse-Normandie. Nous craignons que d'autres zones blanches, c'est-à-dire sans prévention viennent encore hélas s'ajouter à cette liste en 2012. Les régions envisagées seront sans doute le Poitou-Charentes, le Limousin

et l'Auvergne. C'est aussi bien peu reconnaître l'engagement de tous les établissements présents dans ces régions qui ne seront plus visités et soutenus par les délégués du SNEG.

Ces dernières années, le SNEG a initié une dynamique que ses partenaires institutionnels ont tous salué. Ainsi, d'une part, l'INPES (Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé) a soutenu la production de campagnes ciblées basées sur des recherches psychosociales. D'autre part, l'InVS (Institut de Veille Sanitaire) a confié à l'équipe du SNEG la recherche biomédicale Prévagay qui a donné lieu à de nombreuses publications scientifiques internationales. Il est devenu par ailleurs normal pour tout nouvel établissement gay de solliciter le SNEG Prévention pour un soutien en matière de prévention.

Au regard de l'ensemble des actions menées au quotidien partout en France et du soutien des institutions de référence, nous nous interrogeons sur le sens politique de cette coupe budgétaire qui va asphyxier notre équipe, son développement et globalement, l'ensemble de nos actions.

Parmi ces actions diverses et spécifiques, nous venions d'initier une action inédite visant à intervenir auprès de 300 établissements échangistes et libertins, et de lancer avec nos délégués des animations ludiques dans nos établissements pour toucher les gays là où ils sont.

Notre inquiétude est grande. Comment interpréter ce désengagement de l'Etat ? Le sida ne serait-il plus une priorité nationale ? Doit-on, par voie de conséquence, s'attendre dans le futur au désengagement progressif des Agences Régionales de Santé ? Au-delà de son propre devenir, le pôle Prévention du SNEG est préoccupé par la menace qui pèse sur les établissements gays laissés seuls face à la lutte contre le VIH et les IST et sur l'ensemble du tissu associatif divers et particulièrement pour les structures les plus vulnérables qui portent pourtant, elles aussi, des actions et des messages indispensables à destination de certaines populations parmi les plus exposées.

Merci aux exploitants et à l'ensemble des salariés des établissements pour leurs engagements

Merci à toute notre équipe prévention :

Sylvain Guillet, coordinateur (Midi-Pyrénées, Limousin), Roberto Labuthie (Paris), Cedric Péjou (Paris, lieux échangistes/libertins), Matthieu Panel (Normandie Nord), Eric Maniscalco (Grand Ouest), Matthieu Folléa (Grand Est et créateur de nos outils informatiques), Jérôme Derrien (Languedoc Roussillon et notre webmaster), Julien Escolano (Aquitaine, Poitou-Charentes), Richard De Wever (Paca), Sébastien Cambau (Rhône-Alpes-Auvergne), Francis Renson notre distributeur à Paris et Erika Thomas Des Chênes pour les aspects administratifs.